

“J’ai cru que Liège allait y passer !”

INONDATIONS

Lors des inondations, les informations concernant l’Ourthe manquaient à l’appel.

Christine Defraigne (MR), Première échevine de la Ville de Liège, remplaçait son bourgmestre Willy Demeyer (PS), le 15 juillet dernier lors que de très graves inondations ont dévasté de très nombreuses communes wallonnes. “J’ai cru que Liège allait y passer aussi”, a-t-elle déclaré, vendredi matin devant la commission d’enquête inondations du Parlement wallon.

Le bourgmestre à qui il était reproché d’avoir abandonné son poste le 14 juillet s’est défendu.

Visiblement émue, l’ancienne présidente du Sénat tenait surtout à rappeler que les précipitations de juillet revêtaient un caractère exceptionnel et que chacun a fait ce qu’il a pu. “La visite que j’ai effectuée ce jour-là, du pont barrage de Monsin, ne m’a pas rassurée, j’avais l’impression que c’est le sauve-qui-peut qui régnait.”

Elle a aussi évoqué l’option discutée le 15 juillet mais qui

ne sera finalement pas choisie de faire sauter le pont barrage, “une option délicate qui n’a pas été réalisée et qui aurait impliqué la mise à l’arrêt de la circulation fluviale pendant des mois voire des années”.

Enfin, elle a évoqué les évacuations. “J’ai pris la décision, au centre de crise, de lancer un message, notamment via Be Alert, de mise à l’abri à Liège. Il fallait protéger, permettre de partir, de monter dans les étages quand c’était possible, dans les zones en bord de Meuse ou potentiellement inondables. Les communiqués ont été faits par la police en coordination avec la Province. Cette communication a été précise et formelle, au nom du principe de précaution. Si je n’avais pas pris cette décision et qu’il s’était passé quelque chose on me l’aurait reproché.”

La Meuse formait un mur

Christine Defraigne décrira aussi une vision chaotique de la Meuse, “la Meuse faisait une sorte de mur qui empêchait les eaux de l’Ourthe de s’y déverser. Finalement c’est le canal Albert qui nous a sauvés parce qu’il a permis de réguler le débit”.

Avant elle, c’était le titulaire



Christine Defraigne a été entendue par la commission parlementaire “inondations”. © BELGA

du poste, Willy Demeyer qui était entendu par la Commission. Le bourgmestre à qui il était reproché d’avoir abandonné son poste le 14 juillet au soir pour accompagner une compagnie théâtrale liégeoise à Avignon s’est défendu. “C’était un voyage de quelques jours programmé de longue date. J’ai pris la décision

de partir sur base des informations sur le risque et sa gestion qui étaient annoncées, notamment sur la Meuse. Si j’avais eu des informations plus précises concernant la situation de l’Ourthe, je ne serais pas parti. J’avais demandé à M^{me} Defraigne d’assumer la fonction de bourgmestre du 14 à minuit jusqu’au 19 à minuit. La continuité du service

était donc assurée. Après mon départ, j’ai passé beaucoup de temps au téléphone. Je n’étais pas en terrasse à Avignon. Je sais toutefois que la présence du bourgmestre est toujours symboliquement importante. Au vu de l’évolution, je suis donc rentré le plus vite possible, le 16, et j’ai repris mes fonctions”, a-t-il insisté.

Stéphane Tassin

“L’Ourthe n’a pas été suffisamment prise en compte”

ESNEUX

À Esneux, on s’est senti abandonné, a indiqué la bourgmestre Laura Iker.



L’Ourthe dévastatrice... © M.B.

Les travaux de la commission d’enquête parlementaire sur les inondations de la mi-juillet ont repris vendredi après-midi à Namur. Après les auditions, en matinée, du bourgmestre de Liège Willy Demeyer (PS) et de Christine Defraigne (MR), bourgmestre faisant fonction de Liège au moment des inondations, la parole a été donnée à Laura Iker (MR), bourgmestre d’Esneux.

La commune d’Esneux a été lourdement frappée par les inondations provoquées par la montée des eaux de

l’Ourthe en juillet. Ce sont 12% du territoire d’Esneux qui ont été touchés, 22% de la population ont été impactés, quatre personnes sont décédées, 500 personnes ont dû être relogées et plusieurs bâtiments communaux ont été mis hors service par l’eau de l’Ourthe.

“La phase d’urgence communale a été déclenchée le 14 juillet vers 2 heures du matin, elle a été levée vers 03h15”, a indiqué Laura Iker. “La Province a été prévenue. Campings, maisons de repos ont ensuite dû être évacués dans l’urgence. L’Ourthe débordait partout. Personne n’avait reçu la moindre information à la commune d’Esneux”, a précisé la bourgmestre très émue, évoquant un sentiment d’abandon.

“La commune était coupée du monde, toutes les routes sont inaccessibles”, a-t-elle poursuivi.

Le premier contact avec les services provinciaux a été reçu le 15 juillet à 7h02 du matin. D’autres courriels ont suivi.

Besoin d’information nécessaire

“L’armée est arrivée quand le plan d’urgence fédéral a été déclenché. Beaucoup d’actions se sont concentrées sur la Vesdre alors que l’Ourthe n’a pas été suffisamment prise en compte, mais tout le monde était dans l’urgence. Mais un plan est en train d’être établi sur le bassin de la Vesdre et le bassin de l’Ourthe est à nouveau oublié, ce que je regrette”, a encore dit Laura

Iker.

Dans ses perspectives, elle a évoqué que le besoin “d’information nécessaire serait d’avoir le débit de l’Ourthe et de savoir, en temps et en heure, de combien elle va monter”.

Une réflexion approfondie est, par ailleurs, menée à Esneux au niveau de l’urbanisme, du dragage de l’Ourthe. “La matrice de notre plan d’urgence ‘inondation’ est là il faut la mettre en œuvre”, a encore souligné la bourgmestre.

Dans sa conclusion, elle a indiqué “qu’il est clair qu’il va falloir se poser la question de savoir pourquoi nous n’avons pas eu d’informations. C’est pour cela que je suis là, c’est pour cela que la commission est là”.